

26 mai 2005, Toronto

Allocution devant l'Empire Club et la Chambre de commerce de Toronto

Bonjour,

J'ai passé les deux derniers jours à Edmonton et à Calgary, où la Reine et le prince Philip achevaient la visite qu'ils ont effectuée pour souligner les centenaires de l'Alberta et de la Saskatchewan. En rencontrant la Reine et en m'entretenant avec elle, je n'ai pu m'empêcher d'être frappé par la remarquable constante qu'elle a été au cours d'un demi-siècle de changements au sein du Commonwealth et partout dans le monde.

Nous avons parlé de cela. Et il m'est venu à l'esprit que, si le changement est constant, ce qui est particulier aujourd'hui, c'est son rythme et sa portée. Il n'a en effet jamais été si rapide, si considérable, et il a rarement été susceptible d'avoir une incidence aussi importante et aussi durable sur le Canada.

Permettez-moi d'évoquer en premier lieu deux des grands phénomènes qui exerceront la plus grande influence sur notre pays dans les années à venir. Premièrement, le réalignement du pouvoir économique mondial. Ce dont on parle depuis des années est maintenant en train de se réaliser : le monde commence à être dominé par quelques titans, soit les États-Unis, une Europe en grande partie unie, et maintenant les économies dynamiques émergentes que sont la Chine et l'Inde. Comme nous le savons tous, ces deux pays d'Asie, qui comptent ensemble plus du tiers de la population mondiale, ont réussi à démarrer sur le plan économique. Ce sont les débuts d'une nouvelle classe moyenne massive – un milliard de personnes ou plus – une toute nouvelle société de consommation qui croîtra dans l'équivalent socio-économique d'un clin d'œil.

Pour un grand nombre des pays industrialisés établis du monde, l'émergence de la Chine et de l'Inde est à la fois une source de promesses et une situation fâcheuse. Dans le cas du Canada, vu notre petit marché intérieur et notre capacité d'exportation, je pense que cela met à notre portée des possibilités sans précédent.

Le deuxième phénomène qui influera sur le Canada se trouve dans notre démographie. Pour dire les choses simplement, notre société vieillit, et cela a des conséquences réelles. Un plus petit nombre de travailleurs soutenant un plus grand nombre de personnes âgées. La possibilité d'une pénurie de main-d'œuvre spécialisée. Des demandes considérablement accrues à l'égard des services de santé et autres services publics. Les Néo-Canadiens assureront bientôt toute la croissance nette de notre main-d'œuvre : nous devons les aider à s'adapter plus facilement à la vie et au travail au Canada. Les jeunes Canadiens autochtones représentent maintenant le groupe de notre population qui croît le plus rapidement : nous devons les aider à participer plus pleinement à notre prospérité nationale.

Deux phénomènes importants : un monde qui change et l'évolution démographique. Comment nous préparer aux pressions qu'ils exerceront sur le Canada? Eh bien, nous devons faire ce que le gouvernement n'a trop souvent pas pu ou pas voulu faire. Nous devons planifier l'avenir, et c'est ce dont je veux vous entretenir cet après-midi. Je me souviens d'être allé dans un certain nombre des capitales financières du monde en 1994. J'ai rencontré des

représentants des institutions qui détenaient des dettes du Canada. Ils me regardaient droit dans les yeux et me disaient que le Canada était dans une situation désastreuse. C'était toute une expérience pour un ministre des Finances novice. Ils m'ont dit ceci : si vous ne mettez pas d'ordre dans vos affaires, vous viendrez bientôt nous prier à genoux de vous prêter de l'argent, et nous vous en prêterons, mais à des taux d'intérêt qui vous étourdiront.

Leur opinion du Canada était claire : notre imprudence financière de plusieurs décennies était une pierre géante qui descendait à pic. Et nous étions le coyote qui tenait un petit parapluie et une affiche où l'on pouvait lire : « Aïe! » Nous ne pouvons plus jamais permettre au gouvernement de vivre ainsi au-delà de ses moyens. La pénalité est trop grande. Nous devons être vigilants et disciplinés, car c'est le prix éternel de la liberté financière.

Le plan de mon gouvernement commence, aujourd'hui comme toujours, par un engagement ferme à faire preuve de responsabilité financière. Cela signifie trois choses. Cela signifie ramener la proportion de notre dette par rapport à notre PIB à un niveau qui nous donnera la souplesse dont nous avons besoin pour faire face à des problèmes inattendus et assumer les coûts d'une société vieillissante. Sur chaque dollar perçu par le gouvernement, trente-six cents servaient auparavant à payer l'intérêt sur la dette fédérale. Le chiffre actuel est 19 cents. Lorsque j'ai pris les fonctions de ministre des Finances, la proportion de la dette par rapport au PIB approchait de 70 %. Pensez-y : notre dette était égale à presque 70 % de notre PIB, et elle allait en augmentant. Elle est maintenant à 38 %. Mais nous n'avons pas encore touché au but. Au cours des neuf prochaines années, nous allons l'abaisser à un pourcentage acceptable de 25 %.

Ensuite, pour assurer notre souveraineté financière, notre engagement à l'égard de la responsabilité financière signifie chercher à limiter le montant de notre dette qui est détenu par des étrangers. Il y a une décennie, 44 % de notre dette était sous contrôle étranger. Le pourcentage actuel est de 15 %. Cela signifie enfin maintenir le budget en équilibre. Pendant des décennies, non seulement le Canada avait des déficits, mais encore il avait une culture de déficits. Peu importait que le gouvernement soit libéral ou conservateur, rien ne changeait. Nous avons mis un terme à cela. Nous avons équilibré les finances. Depuis, huit années consécutives d'excédents. En effet, nous sommes le seul pays membre du G7 qui n'a pas de déficit. Pensez-y : le seul.

Certains économistes vous diront que cela ne pose pas de problème si un gouvernement enregistre un déficit de temps à autre, d'autant qu'un équilibre puisse s'établir au cours du cycle financier. J'ai préparé le budget pendant neuf ans, et je sais que la discipline constitue l'outil le plus important pour contrôler les dépenses. Il y a une ligne de démarcation que l'on franchit à ses risques et périls. Laissez-vous sombrer dans le déficit, et vous pourriez fort bien découvrir – comme tant de pays industrialisés s'en sont rendus compte pendant cette décennie – qu'il est presque impossible de faire marche arrière. C'est pourquoi nous entendons fermement maintenir notre engagement à continuer d'engranger des excédents.

Certains d'entre vous pensent probablement intérieurement : bon, il exclut les déficits, mais il dépense trop depuis quelque temps. Martin a perdu la tête! Il a basculé du côté obscur! Eh bien, parlons de cela. Prenons les affirmations de l'opposition et faisons ressortir les faits. Il y a deux semaines, j'étais en Nouvelle-Écosse pour annoncer une entente avec la province sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. J'ai lu les journaux le lendemain matin : «

Martin continue de faire de folles dépenses! » clamaient les manchettes. On aurait cru que j'étais là à distribuer des billets de 20 dollars aux petits en leur disant d'aller s'acheter un jouet bruyant, gracieuseté du gouvernement du Canada.

Eh bien, voyons cela. L'apprentissage et la garde des jeunes enfants est l'une des priorités au sujet desquelles nous avons fait campagne l'année dernière. L'argent a été mis de côté dans le budget : cinq milliards \$. Et nous travaillons maintenant avec les gouvernements provinciaux et territoriaux de toute étiquette politique pour investir cet argent et mettre sur pied le programme national que nous avons promis. En fait, donc, on nous critique pour avoir respecté notre engagement. On nous attaque parce que nous faisons exactement ce que nous avons promis de faire. Je suis en politique depuis pas mal de temps et je suis habitué aux critiques. Mais celle-là est nouvelle pour moi.

Nos adversaires politiques nous critiquent aussi pour avoir conclu avec le NPD une entente sur le budget qui représente une augmentation globale des dépenses d'environ 1 %. Il faut comprendre trois choses au sujet de cette entente.

Premièrement, elle déclare explicitement que nous n'irons pas de nouveau en déficit. Ce n'est pas là une ligne directrice, c'est une condition de l'entente.

Deuxièmement, les Canadiens nous ont élus à Ottawa en tant que gouvernement minoritaire, ce qui signifie que nous devons travailler avec l'opposition. Ce n'est pas seulement une tradition politique pittoresque, c'est une question de simple arithmétique. Un gouvernement minoritaire ne peut pas essayer de faire adopter un budget en prétendant qu'il a une majorité. Allez demander à Joe Clark.

Troisièmement, les domaines auxquels les nouvelles dépenses doivent être consacrées sont tous compatibles avec les priorités financées dans le budget et que nous entendons continuer de financer, soit l'éducation, les villes et les collectivités, et l'environnement. J'aimerais m'arrêter un instant sur ce dernier point : Je sais que certaines personnes dans cette salle pensent que je devrais simplement réduire considérablement les impôts et renoncer aux investissements qui peuvent sembler coûteux, comme les services de garde d'enfants abordables et la protection de notre environnement.

C'est un point de vue légitime, mais je ne le partage pas. Lorsque j'étais ministre des Finances, un budget équilibré n'a jamais été une fin en soi. Je ne suis pas conservateur. Nous avons travaillé fort en tant que gouvernement, en tant que gouvernement libéral, pour parvenir à une position excédentaire. Et ce n'était pas dans le but d'impressionner les économistes (si cela est techniquement possible), mais pour pouvoir réellement produire des résultats pour les Canadiens, apporter des changements positifs dans leur vie, au lieu de hausser les épaules et de dire : « Désolés, nous n'avons pas les moyens de vous aider. Nous n'avons pas les moyens de faire quoi que ce soit. »

Aujourd'hui, l'économie et les finances publiques du Canada sont les forces nationales qui nous distinguent de plus en plus. Nous avons la meilleure croissance du niveau de vie de tous les pays du G7. La croissance la plus rapide de l'emploi. Le meilleur rythme de remboursement de la dette. Un bas niveau d'inflation. Des taux d'intérêt faibles. Trente pour cent moins de chômage qu'il y a une décennie. Il est plus facile pour les Canadiens de trouver

un bon emploi, d'acheter une maison et de payer leurs comptes. Comme intendants des finances du Canada, nous avons contribué à ces réalisations. Et nous allons les protéger. Je vais les protéger.

Nous allons persévérer dans cette voie. La première victime des années de déficit a été la planification à long terme. Pendant ces décennies passées dans le rouge, le gouvernement fédéral était toujours préoccupé par le présent : les pressions urgentes, le besoin d'emprunter, les paiements d'intérêt qui grimpaient rapidement. Mais nous vivons à une époque différente, qui exige que le gouvernement soit voué à la prévoyance, résolu à maintenir un excédent budgétaire et déterminé à travailler non seulement pour le Canada d'aujourd'hui, mais aussi pour les Canadiens de demain.

J'ai parlé jusqu'ici de discipline financière. C'est le point de départ. La prochaine étape consiste à utiliser les dividendes découlant de notre excédent pour les réinvestir dans le Canada afin de le rendre plus productif, plus compétitif et prêt à faire face à l'avenir.

En premier lieu, cela veut dire abaisser la dette. Ce n'est pas là une opération de comptabilité. C'est un impératif. Nous avons déjà assuré la viabilité du Régime de pensions du Canada pour des générations. Nous devançons la plupart des pays, mais vu la retraite prochaine des baby-boomers, il reste d'autres défis. Comme gouvernement, nous avons déjà réduit la dette fédérale de plus de 60 milliards \$. Mais nous ne pouvons pas prendre de répit. Il est absolument essentiel de rembourser la dette si nous voulons être financièrement forts et résistants.

Ensuite, réinvestir dans le Canada signifie réduire les impôts. Nous avons réduit les impôts d'un montant cumulatif de 100 milliards \$ au cours des cinq dernières années, soit la réduction d'impôt la plus importante de l'histoire du Canada. Nous avons abaissé le taux de l'impôt fédéral sur les sociétés prescrit par la loi au-dessous de celui des États-Unis. Et, en nous fondant sur l'hypothèse que les programmes sociaux du pays sont protégés, nous allons continuer d'abaisser les impôts – pour avantager les familles, pour encourager les entrepreneurs et les investisseurs, et pour aider le Canada à prospérer dans une économie nord-américaine intégrée et dans un monde de géants économiques.

Réinvestir dans le Canada signifie investir dans l'innovation. Depuis 1997, nous avons doublé l'appui à la recherche dans les universités et dans les hôpitaux, soit une augmentation de plus de 13 milliards \$. Nos universités qui font de la recherche sont maintenant des chefs de file mondiaux ou presque dans de nombreux domaines. Personne ne parle désormais plus sérieusement d'exode des cerveaux. À l'avenir, nous allons continuer d'investir agressivement dans l'infrastructure de recherche du Canada – recherche fondamentale et recherche appliquée. Pourquoi? Parce que l'ingéniosité et la spécialisation sont capitales si le Canada, qui compte seulement 32 millions d'habitants, veut prospérer parmi les titans de demain.

Réinvestir dans le Canada signifie travailler avec les provinces et les territoires. Par exemple, nous avons signé récemment avec l'Ontario une entente axée en grande partie sur l'amélioration de la formation des travailleurs et des services d'établissement pour les immigrants. Ces deux activités sont essentielles pour permettre au Canada de faire face avec succès aux changements mondiaux et démographiques qui l'attendent.

Nous avons conclu des ententes avec d'autres provinces, et je suis certain que nous en signerons d'autres au fur et à mesure des besoins. C'est comme cela depuis la Confédération. Je crois fermement que l'exercice du leadership dans notre fédération signifie comprendre les défis uniques de chacune des régions du pays et y réagir – pourvu, et toujours pourvu, que nous en ayons la capacité financière.

Dans un pays aussi grand et aussi divers que le Canada, comment ne pas comprendre qu'il est dans l'intérêt national de répondre aux besoins régionaux. Le principe fondamental est l'équité. Bien sûr, l'intérêt national va mener principalement à des solutions nationales, mais il y va également de notre intérêt collectif d'être concernés et d'aider lorsque, par exemple, le secteur forestier de la Colombie-Britannique est menacé par la propagation du dendroctone, du pin, ou lorsque les producteurs de bœuf sont ruinés par la fermeture de la frontière américaine. L'équité ne consiste pas à diviser chaque dollar fédéral en 13 tranches. Ni à faire un bilan à la fin de chaque jour pour voir s'il a été avantageux de faire partie du Canada.

Enfin, préparer le Canada en vue de l'avenir signifie rappeler à nos amis américains que le libre-échange veut dire effectivement échange libre. L'ALENA a été une réussite, mais il subsiste quelques problèmes inquiétants, dont les principaux sont les répercussions de l'EBS et les attaques répétées dirigées contre nos exportations de bois d'œuvre. Nous ne pouvons tolérer cette situation. Nous ne ménagerons pas nos efforts pour la résoudre.

Il y a un mois ou deux, j'étais au Texas, où j'ai signé un nouveau partenariat pour la prospérité avec le président Bush et le président Fox, du Mexique. Il est dit dans l'entente qu'il y va de notre intérêt commun de réagir à la montée de la Chine et de l'Inde en bâtissant une économie nord-américaine plus intégrée. Mais cela fonctionnera seulement si les Américains s'abstiennent de violer l'esprit des accords qui nous unissent sur le plan du commerce. En un mot, l'ALENA doit s'assortir d'un mécanisme de règlement des différends qui est objectif et exécutoire, un mécanisme qui permet de résoudre les litiges dans un délai raisonnable – et dont les gouvernements sont prêts à se conformer aux décisions. L'accord sera toujours imparfait sans cela.

L'abaissement de la dette, les réductions d'impôt, les investissements dans l'innovation, la coopération fédérale-provinciale, le commerce libre et juste, tels sont les éléments essentiels de toute équation qui aboutira à un accroissement de la productivité au Canada. Et cela est fondamental pour notre capacité – pour votre capacité – d'exploiter les nouveaux marchés énormes qui sont en train de s'ouvrir. Pour cette raison, nous allons continuer d'investir dans les moteurs de la croissance économique tout en cherchant à créer une plus grande richesse à un coût plus bas.

Cela dit, je tiens à préciser que l'on ne saurait définir ces moteurs de façon étroite, car notre productivité et notre compétitivité dépendent de notre volonté de réinvestir le dividende financier dans les genres de programmes qui amélioreront notre qualité de vie, qui distingueront le Canada et qui assureront possibilités et sécurité à nos citoyens. C'est pourquoi l'accord sur les soins de santé de l'été dernier est si important. Pendant des années, les discussions et les négociations entre les gouvernements fédéral et provinciaux sur le financement des soins de santé et les progrès en matière de réforme étaient menées de façon dysfonctionnelle.

Nous avons compris que la seule façon d'accomplir les progrès que les Canadiens méritent – la seule façon de commencer à nous préparer à faire face à l'augmentation des coûts d'une société vieillissante – était de conclure un accord à long terme qui prévoit un financement suffisant et prévisible et qui s'attaque aux questions les plus pressantes, comme l'accès et les temps d'attente.

C'est ce que nous avons réalisé en travaillant avec les provinces et les territoires : un accord qui, à la fin de cette année, mènera à la mesure des temps d'attente et à l'établissement de véritables points de repère qui orienteront les efforts déployés pour les réduire; un accord qui assurera la reddition de comptes à nos citoyens. C'est là un investissement dans notre avenir collectif. La poursuite des buts durables que sont la prospérité et la sécurité exige en outre que le gouvernement national définisse les nouveaux projets nationaux qui sont essentiels à chacune des périodes de notre histoire.

Depuis des années maintenant, les villes et les collectivités se débattent pour maintenir une infrastructure et des services publics importants. Et elles le font avec des sources de revenus limitées qui ne suivent pas le rythme de la croissance économique. Notre gouvernement comprend que la qualité de vie des Canadiens – maintenant et à l'avenir – est et sera profondément influencée par la santé et la vitalité de nos villes, grandes et petites. Nous voulons – et nous avons besoin – que nos collectivités soient des lieux privilégiés où vivre, travailler et élever une famille. Il faut pour cela nous assurer qu'elles ont les revenus nécessaires pour gérer les transports publics, entretenir les parcs et bâtir une infrastructure. Il faut aussi assurer aux administrations municipales une place à la table nationale et leur donner voix au chapitre lorsque nous établissons les objectifs de la nation. C'est pourquoi nous avons recherché une solution à long terme.

Premièrement, un remboursement de la TPS. Et maintenant, le transfert d'une portion de la taxe sur l'essence, mesure qui acheminera des milliards de recettes supplémentaires vers des projets locaux importants qui amélioreront la vie des Canadiens. C'est là un investissement dans notre avenir collectif. Enfin, notre programme national sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants. Je pense que le gouvernement fédéral a le devoir de contribuer à une culture d'apprentissage qui dépasse notre soutien actuel de l'enseignement postsecondaire et va au cœur du moment où commence l'apprentissage.

Comprenez bien que nous ne parlons pas seulement de la garde des enfants. L'accent ici est mis sur le développement, sur le coup de pouce à donner aux enfants. Cela signifie que chaque enfant aura un meilleur départ et une meilleure chance de réussir plus tard à l'école et dans la vie. Tout simplement, c'est la bonne chose à faire pour nos enfants. Et c'est la bonne chose à faire pour notre pays. De fait, la Banque du Canada a déclaré que l'apprentissage de la petite enfance est l'investissement le plus important que nous pouvons faire, en tant que pays, dans notre propre avenir.

Le marché des emplois de haute qualité est de plus en plus mondial. Et la concurrence est de plus en plus intense. Nous devons rester en avance. C'est pourquoi nous accordons une si haute priorité à l'apprentissage des jeunes enfants, et c'est pourquoi aussi nous accroissons notre soutien de l'enseignement postsecondaire. Ce sont là des investissements dans notre avenir collectif. Meilleurs soins de santé, villes et collectivités dynamiques, services de garde des enfants abordables, meilleur accès à l'éducation : toutes

ces initiatives appuient notre plan de travailler avec tous les ordres de gouvernement pour assurer la prospérité du Canada face aux changements mondiaux et démographiques; elles attestent notre détermination à préparer notre nation aux défis de l'avenir.

En un sens, le gouvernement est comme une famille – une famille qui se débat depuis des années pour sortir du cercle vicieux de l'endettement. Une famille qui, chaque année, a vu sa dette s'accroître. Maintenant, notre famille a fait le travail difficile nécessaire pour mettre de l'ordre dans ses finances. L'équilibre est rétabli. Nous sommes unis dans notre détermination à ne pas retomber dans de vieilles ornières. Nous sommes unis dans notre détermination à bâtir pour les années à venir.

Mesdames, messieurs, c'est l'heure du Canada. Quand je me tourne vers l'avenir, j'entrevois de grandes possibilités, un potentiel énorme. Lorsque je voyage dans les diverses provinces, je vois un pays et un peuple prêts à saisir les occasions qui se présenteront. Nous avons tant d'atouts. Je crois en un gouvernement qui reconnaît les forces qui influenceront sur notre monde et qui s'assure que nous sommes prêts à les affronter tous ensemble.

Je crois en un Canada doté d'un gouvernement national fort qui est un agent de bien, qui améliore la vie des gens et qui représente nos valeurs et nos intérêts sur la scène mondiale. Je crois en un Canada qui entretient la force de son économie, qui maintient le chômage à un bas niveau et qui protège sa prospérité en refusant d'aller de nouveau en déficit. Je crois en un Canada qui attache du prix à son régime de soins médicaux financé par les deniers publics et le protège, de sorte que, pour se faire soigner, il faut non pas une carte de crédit, mais une carte de santé. Un Canada qui soutient ses villes et ses collectivités et aide à les renforcer, pour que nos municipalités rurales puissent prospérer et que nos grandes villes puissent nous représenter au monde.

Un Canada qui investit dans l'avenir des générations futures grâce à des services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants abordables et de haute qualité et à un système d'enseignement postsecondaire sans pareil. C'est là le Canada auquel je crois. C'est le Canada que nous travaillons à bâtir. Parce que je crois que, comme génération, nous serons jugés en fin de compte non pas par nos concitoyens d'aujourd'hui, mais par les Canadiens de demain. Ils regarderont en arrière. Ils comprendront que nous avons les moyens de planifier l'avenir. Et ils verront que nous avons agi, que nous avons réinvesti dans le grand projet commun que nous appelons le Canada, que nous avons relevé le défi de saisir les occasions présentées à notre époque pour leur bâtir un avenir encore meilleur.

Je vous remercie.